

Déclaration

95/39

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DE
L'HONORABLE ANDRÉ OUELLET,
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
AU COLLOQUE ORGANISÉ PAR
L'INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES
DE MONTRÉAL
EN COLLABORATION AVEC
L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE**

**MONTRÉAL (Québec)
Le 13 juin 1995**



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Permettez-moi tout d'abord de remercier M. Rémillard ainsi que l'Institut international d'études administratives de Montréal et l'École nationale d'administration publique pour leur cordiale invitation. Le gouvernement du Canada est fier de pouvoir s'associer à cet événement important.

Le thème de ce colloque, «Économies mondialisées : partenariat État - secteur privé?», a, si je ne m'abuse, poussé certains conférenciers à parler de finalités. Nous sommes tous des produits de notre époque. Nous sommes tous influencés, d'une manière ou d'une autre, par les courants qui s'en dégagent. C'est peut-être pour cela que l'on parle beaucoup ces derniers temps de «fins». En effet, le mot «fin» colore la plupart des discours que l'on entend. Cela va de la fin de la guerre froide à la fin de l'État-providence, en passant par la fin de l'État-nation, la fin de l'Histoire et la fin du communisme.

En faisant cette énumération, je n'oublie pas celle qui sera de plus en plus usitée : la fin du XX^e siècle. Peut-être faut-il, prudence oblige, mettre la plupart de ces expressions de côté et ne pas oublier que nous succombons facilement à la mode et aux exercices de style. Parler de «fin» nous prive d'un certain degré de relativisme et ne saurait nous aider à trouver les solutions ingénieuses aux problèmes qui confrontent l'humanité.

Dans quelques jours, les dirigeants des sept pays les plus industrialisés du monde se réuniront à Halifax. Il s'agira de la 21^e rencontre de ce genre. Quoi que nous puissions penser de la nature changeante de la politique étrangère et des relations internationales, ces rencontres au sommet sont toujours utiles et pertinentes. Elles nous permettent non seulement de passer en revue les grands problèmes qui nous confrontent mais elles nous donnent surtout l'occasion de gérer collectivement les changements qui nous affectent tous.

Ainsi, au concept de finalité, nous devrions plutôt opposer celui de changement. Ce changement, nous le vivons quotidiennement. Nous le vivons sur le plan technologique, scientifique, intellectuel, culturel et bien entendu politique. Aucun de ces domaines ne change en vase clos. Les changements technologiques, par exemple, ont un impact et influent sur la politique, et vice-versa.

Je pense que le XX^e siècle se caractérise par ce que j'appellerai «l'émancipation de l'individu». En politique cela se traduit par l'extension du suffrage universel, le développement du concept des droits individuels et un dialogue accru entre politiciens et élus. Cela se traduit en fait par le constat que l'État quelque soit sa forme n'est pas un absolu. L'émancipation de l'individu implique que l'État n'est plus le siège de tout pouvoir, de toute influence, de toute action.

Paradoxalement, la multiplication des acteurs en relations internationales a renforcé l'importance des sommets comme ceux du

G-7. En effet, le pouvoir de l'individu ne fait qu'augmenter alors que la marge de manoeuvre des États, et donc leur capacité à défendre les droits de l'individu, ne fait que diminuer. Dans ce contexte de la mondialisation, l'heure est plus que jamais venue de renforcer les institutions multilatérales afin de les rendre plus sensibles aux aspirations des populations qu'elles servent. Le dialogue continu que nous offrent les sommets du G-7 est un outil important vers la réalisation de cet objectif.

Beaucoup de critiques ont été faites à leur égard cependant. Pour certains, il s'agit là d'extravagances médiatiques. Pour d'autres, une occasion pour les dirigeants d'approuver un texte qui ne sera jamais suivi. Je dois vous dire que le premier ministre Chrétien, a été très sensible à ces critiques et a voulu faire de ce Sommet une véritable séance de travail entre dirigeants. Sans remettre en question l'importance du travail préliminaire effectué par les différents sherpas, il reste encore beaucoup de travail à accomplir par les dirigeants eux-mêmes.

Le travail effectué au niveau officiel ne saurait jamais remplacer la volonté politique des différents membres du G-7. Si échec il y a, et si nous devons critiquer certains sommets précédents, c'est bien à ce niveau. Quant au gouvernement canadien, je puis vous dire que le Sommet d'Halifax occupe une place importante dans son agenda de politique étrangère.

En tant qu'hôtes de ce Sommet, nous avons eu l'unique opportunité d'établir l'agenda et de donner le ton aux discussions.

Permettez-moi, si vous le voulez bien, de parler brièvement de quelques-uns des objectifs politiques du Canada à la veille du Sommet d'Halifax. Le premier ministre Jean Chrétien profitera de sa présence ici demain pour vous parler du volet économique du Sommet d'Halifax.

La question de la réforme des Nations Unies [ONU] est un bon exemple de nécessité de volonté politique. Ce Sommet nous donnera l'occasion non seulement de souligner le 50^e anniversaire des Nations Unies, mais aussi de réaffirmer notre engagement à la coopération multilatérale dans les domaines de la politique et de la sécurité. J'entends bien poursuivre le dialogue que j'ai entamé l'année dernière à New York lorsque j'ai présenté, au nom du gouvernement, les propositions canadiennes pour reformer les Nations Unies, notamment en ce qui concerne la capacité de réaction rapide des Nations Unies. Le Canada a entrepris une étude sur la question et s'est engagé à en présenter les résultats lors de la prochaine Assemblée générale cet automne à New York.

De nombreuses voix se sont élevées récemment pour douter du bien-fondé des opérations de maintien de la paix et de la capacité de l'ONU à remplir son mandat. Je suis le premier à reconnaître les

faiblesses et les lacunes du système onusien. Pourtant, malgré ses échecs, je ne suis pas de ceux qui remettent en question son utilité. Au contraire, je pense que nous devons tirer des leçons importantes des difficultés auxquelles l'ONU a été confrontée en Somalie ou en Bosnie à l'heure actuelle. Le Canada entend donc saisir l'opportunité que nous donne Halifax pour affirmer de nouveau la nécessité de travailler ensemble afin d'entreprendre les réformes qui s'imposent pour redonner à l'ONU un deuxième souffle. Voilà un des mérites les plus importants d'un tel Sommet : une occasion unique de poursuivre des discussions sur des dossiers qui reposent sur la volonté politique des États.

L'ONU est mise en demeure de réagir plus rapidement et efficacement afin de s'attaquer aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales. Le Canada entend examiner avec ses collègues du G-7 les moyens de renforcer la capacité de diplomatie préventive du système onusien.

Comme vous le savez, le Canada a véritablement fait du multilatéralisme une profession de foi. Halifax doit aussi confirmer à nouveau l'engagement multilatéral de nos partenaires. Les Nations Unies comptent de plus en plus sur l'apport d'organisations non gouvernementales [ONG] ou d'autres organisations de sécurité régionales dans son travail en matière de développement économique et social, de promotion des droits de la personne et d'aide humanitaire. Je pense qu'une meilleure coordination entre ces différents acteurs est non seulement nécessaire, mais bénéfique à l'ensemble de la communauté internationale.

La prolifération des nouveaux défis globaux comme la dégradation environnementale, la croissance démographique démesurée, les migrations incontrôlées et le crime organisé expliquent à eux seuls les mérites et la nécessité d'un dialogue multilatéral.

Certains événements récents viennent confirmer l'importance d'un système multilatéral fort et crédible au centre des questions de sécurité internationale. En effet, il y a un mois, 178 pays ont pris la décision extraordinaire de prolonger indéfiniment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires [TNP], le plus important traité en matière de contrôle des armes qu'il soit. L'élan derrière cette décision ne peut être arrêté. Le TNP compte de nouveaux membres, je pense en particulier à l'Ukraine, à l'Algérie et au Chili, notre prochain partenaire de libre-échange. Les pays qui ne possèdent pas d'armes nucléaires ont obtenu des cinq puissances nucléaires qu'elles se consacrent à l'élimination complète de ces armes. Pour sa part, le Canada se félicite de cette décision et s'engage à rappeler à ses partenaires leurs obligations en matière de désarmement.

Nous devons saisir cet élan pour compléter un accord pour interdire les essais nucléaires d'ici 1996. Je viens de parler

de volonté politique. Avec une pareille volonté, je crois que nous pourrions arriver à un accord. Mais il faudra y arriver et renouveler nos pressions amicales sur certains de nos partenaires.

Nous devons aussi commencer les négociations pour interdire la production de matières fissiles à des fins militaires. Dans l'immédiat, cela signifie continuer à appuyer la Russie et les États-Unis dans leurs efforts bilatéraux en matière de désarmement et encourager les autres États nucléaires sur la voie du désarmement.

Nous devons aussi parler des armes qui tuent quotidiennement et sans discrimination : les mines terrestres. Les mines terrestres font chaque semaine plus de 150 morts ou blessés parmi la population civile. Pour arrêter cette tragédie, nous devons renforcer les instruments multilatéraux à notre disposition, en particulier la Convention sur les armes conventionnelles. J'entends bien utiliser le forum que nous offre Halifax pour continuer les discussions que j'ai entamées avec mes collègues sur cette question à différentes reprises.

Ce Sommet me donnera aussi l'occasion de poursuivre des discussions sur un thème qui m'est cher, le transfert international des armes conventionnelles. Ensemble, nous devons chercher les moyens de réduire ce fléau. Entre 1986 et 1993, 71,7 p. 100 des ventes d'armes étaient destinées aux pays en voie de développement. La communauté internationale, si elle agit de concert, peut véritablement faire une différence et envoyer un message clair aux pays dont les dépenses militaires dépassent les dépenses sociales. Face à un tel déséquilibre, nous pourrions être tentés d'examiner la pertinence de nos programmes d'aide à la lumière des dépenses militaires des pays receveurs. J'ai proposé au Japon une approche concertée à cet égard. Je pense que nos deux pays peuvent s'attendre à poursuivre un échange d'idées pertinentes sur cette question. Le Sommet nous donne donc la chance d'étendre nos discussions pour y inclure les vues de nos collègues du G-7.

Nous ne pouvons manifestement imposer notre volonté à d'autres pays, mais en agissant ensemble, nous parviendrons sans aucun doute à infléchir leurs décisions. Le Canada à lui seul ne peut changer les politiques de certains pays d'Afrique par exemple, mais dans un effort concerté avec un grand nombre d'autres États, il pourrait susciter des changements d'importance dans bon nombre de ces pays.

Pour parler très franchement, les pays qui investissent le plus dans le domaine militaire sont, malheureusement, encouragés en cela par des pays membres du G-7. De fait, les membres permanents du Conseil de sécurité sont les plus gros exportateurs d'armements. Il est donc inconcevable que, d'une part, nous

demandions aux Nations Unies d'engager des contingents dans des missions de maintien de la paix et que, d'autre part, ceux-là même qui prennent la décision d'envoyer ces missions soient aussi ceux qui vendent les plus grandes quantités d'armes aux pays belligérants.

Nous sommes toutefois réalistes. Il s'agit, et nous le savons, d'une grosse industrie qui ne changera pas du jour au lendemain. Le Canada aimerait toutefois s'employer à modifier cette situation avec la collaboration d'autres pays. Nous pensons que le Japon souscrit à nos idées sur la question et que si ultérieurement d'autres membres du G-7 pouvaient reconnaître la précarité de leur situation en raison du commerce des armes avec certains de ces pays, nous pourrions, à mon avis, accomplir des progrès appréciables.

Je vous disais au début de mon allocution que mes remarques se limiteraient au volet politique du G-7. Cependant, si vous le voulez bien, je me permettrai de vous donner un avant-goût du discours que le Premier ministre prononcera demain. Vous me pardonneriez sans doute puisque le sujet que je vais aborder tient autant du politique que de l'économique.

Le Canada a beaucoup insisté pour que les dirigeants du G-7 examinent les institutions du système de Bretton Woods. Cette question prendra une place importante lors de nos discussions à Halifax, grâce au leadership du premier ministre Chrétien.

Les institutions de Bretton Woods ont été créées à une époque révolue. Bien qu'elles aient entrepris elles-mêmes quelques tentatives de réforme, celles-ci n'ont jamais été guidées par une direction politique claire et concertée. Le Sommet d'Halifax nous permet de donner ensemble au Fonds monétaire international [FMI] et à la Banque mondiale une vision claire.

Je vous parlais il y a quelques instants de l'émancipation de l'individu. Il est clair que le FMI et la Banque mondiale doivent se concentrer davantage sur l'individu et sur les conséquences de leurs décisions sur les populations concernées. Les interventions des institutions de Bretton Woods n'affectent pas seulement la stabilité du système macro-économique, elles affectent aussi la vie de millions d'individus. Le FMI et la Banque mondiale doivent travailler avec d'autres institutions régionales et avec les organisations non gouvernementales pour aider les individus à prendre en main leur destinée.

Les banques régionales de développement jouent aussi un rôle important à ce niveau. Les plus efficaces d'entre elles doivent absolument mieux coordonner leurs interventions avec celles de la Banque mondiale et du FMI.

Tout en reconnaissant le pouvoir croissant de l'individu, nous devons reconnaître les dangers de l'exclusion. Les institutions de Bretton Woods doivent contribuer à résoudre le problème des pays qui sont structurellement exclus du système international.

Bientôt nous nous doterons d'une nouvelle institution multilatérale, l'Organisation mondiale du commerce [OMC]. Elle a aussi un rôle important à jouer pour combattre l'exclusion et faire en sorte que les pays en voie de développement puissent avoir plein accès au marché mondial.

Il est clair qu'une meilleure répartition des tâches est requise entre tous ces acteurs : les agences de l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, les Banques régionales de développement, les ONG et, bien entendu, les États eux-mêmes.

La chance d'être l'hôte du Sommet du G-7, et tout ce que cela implique, ne vient qu'une fois tous les sept ans. Je pense que le Canada a, pour sa part, fait de son mieux pour faire de ce Sommet un succès. Un Sommet où la substance l'emporte sur la procédure. Un Sommet où il reste de nombreuses et difficiles décisions à prendre par les dirigeants.

Le suivi qui sera accordé à nos discussions à Halifax est aussi important que le travail effectué jusqu'à présent en préparation du Sommet. En tant que pays hôte, le Canada détient la présidence du Sommet jusqu'à la fin de l'année. Nous avons la ferme intention d'utiliser ce mandat afin que nos discussions fassent l'objet d'un suivi. C'est sans doute un des points faibles de l'histoire du G-7 qui doit absolument être corrigé. Je puis vous dire que le premier ministre Chrétien est très sensible à cette question.

Le deuxième Forum annuel sur les relations internationales du Canada se prête très bien à un pareil exercice de suivi. Le Forum aura lieu en septembre et portera sur le Canada et les institutions internationales. Je m'attends à obtenir des participants leurs vues sur le Sommet d'Halifax et leurs idées quant à la direction que nous devrions prendre en préparation de la prochaine rencontre du G-7.

J'ai commencé mes remarques en parlant de changement. Le changement ne s'applique pas seulement aux questions étudiées par le G-7, mais aussi à la conduite des Sommets eux-mêmes. Nos populations s'attendent à ce que leurs gouvernements respectifs s'attaquent aux vrais problèmes qui les confrontent. Nos populations espèrent que les gouvernements effectueront des choix difficiles mais nécessaires. Je pense qu'ils ont le droit de s'attendre à ce que les dirigeants des sept pays les plus industrialisés adoptent la même attitude lors de leur rencontre annuelle.

Je viens de parler de «vrais problèmes» et cela m'amène à faire un lien avec ce qui se passe actuellement au Québec. La population québécoise est consciente des défis auxquels nous devons tous faire face et elle exige, correctement, des actions concrètes de la part de ses gouvernants. Le gouvernement canadien est résolument engagé dans cette voie. Le G-7 constitue à cet égard un forum privilégié où nous pouvons discuter ouvertement, d'égal à égal, avec les autres puissances du globe sur les grands enjeux contemporains comme ceux que je viens de mentionner.

Dans le contexte politique qui prévaut au Québec, cet atout exceptionnel mérite pleinement d'être mis en relief. À l'heure de la mondialisation, nous ne pouvons pas en effet ignorer qu'un Québec séparé se priverait de tous les avantages que lui procure notre appartenance au G-7. Nous ne pouvons non plus taire le fait qu'en cessant de faire partie du Canada, des Québécois ne pourraient plus faire entendre leur voix sur la scène internationale, comme ils le font à l'heure actuelle.

Le Sommet d'Halifax se veut donc riche en signification et en source de réflexion pour tous.

En conclusion, permettez-moi de remercier à nouveau les organisateurs de ce colloque. Les changements que les conférenciers ont identifiés sont loin d'être les derniers auxquels nous serons confrontés. Leur cadence, tout au plus, risque de s'accélérer. La leçon que nous tirons de notre réflexion doit être celle du partenariat. Ainsi, la meilleure façon de bien gérer le changement est de l'affronter ensemble. Un exercice comme le vôtre, et celui que nous entreprendrons à Halifax, revêtent alors toute leur importance.

Merci.